



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2013

Creative Commons - Licence WanderingtheWorld

SOMMAIRE

} LE MOT DU PRÉSIDENT.....P.2

} ACTIONS INTERNATIONALES..... P.4

Négociations Internationales
Réseau Climat & Développement
Émissions de l'aviation internationale

} ACTIONS EUROPÉENNES..... P.6

Paquet Énergie Climat 2030
Marché européen de quotas
Politique agricole européenne
Transports

} ACTIONS NATIONALES..... P.8

Énergie (débat et loi de transition énergétique)
Agriculture
Transports et fiscalité

} ACTIONS LOCALES.....P.10

Accompagnement des territoires
Agriculture
Transports

} SENSIBILISATION ET COMMUNICATION.....P.12

5ème rapport du Giec
Web bibliothèque climat
Outils de communication

} VIE DU RÉSEAUP.14

Membres du RAC en 2013
Fonctionnement associatif
Equipe salariée
Représentation du RAC

} ÉLÉMENTS FINANCIERS.....P.15

Charges 2013
Produits 2013

Chers membres et chers adhérents,

Quand je fais le bilan des actions du RAC depuis l'AG d'avril 2013, j'éprouve deux sentiments contradictoires aussi forts l'un que l'autre: satisfaction et déception.

La satisfaction vient essentiellement de l'évolution positive de notre association et de son environnement associatif. Grâce à un plaidoyer efficace auprès du MEDDE et au soutien des associations membres ou non-membres que je remercie une fois encore, le RAC a été nommé l'été dernier au nouveau Conseil National de la Transition Ecologique (CNTE). Cette nomination est la reconnaissance de la représentativité du RAC, de sa légitimité et de la qualité du travail de ses salariés, de ses bénévoles et de ses associations membres. Elle nous donne accès de plain-pied à d'autres instances, conférences, groupes de travail, etc. dans lesquels nous pouvons présenter et défendre directement les positions et les recommandations du réseau. Certains ont pu craindre une «institutionnalisation» du RAC et donc une perte d'indépendance et de combativité vis-à-vis du gouvernement. Nos positions et nos actions en matière de transition énergétique et de fiscalité écologique, par exemple, et mon départ de la délégation ministérielle à Varsovie pour accompagner celui des ONG et des syndicats de la COP 19 ont, je crois, montré à l'évidence que ces craintes n'étaient pas justifiées. Pour le Bureau exécutif du RAC, participation n'a jamais été synonyme d'allégeance et encore moins de soumission à quelque gouvernement que ce soit sur quelque sujet que ce soit.

L'autre motif de profonde satisfaction a été le renforcement de la cohésion des ONG environnementales qui a prouvé sa force à l'occasion du DNTE. Le RAC a joué pour cela un

MORAL DU PRÉSIDENT

rôle moteur essentiel sur le fond et sur les moyens (poste de coordination cofinancé par le CLER et par le RAC, ...). Les dividendes ont été immédiats que ce soit pour le climat de travail inter-associatif que pour la qualité de nos réflexions et de nos positions communes dont on retrouve un bon nombre dans les conclusions du DNTE. Je constate avec le même plaisir que la dynamique est bien créée et que cette cohésion ne faiblit pas au sein du CNTE et ailleurs.

Tout ceci aurait pu faire de 2013 et du début de 2014 un grand cru pour le RAC. Malheureusement, et de là vient la déception, nos efforts n'ont que trop rarement produit les résultats politiques concrets que nous espérions. Les grandes déclarations et les promesses solennelles du Président et du Premier Ministre faites lors des Conférences environnementales de 2012 et de 2013 sont restées ce qu'elles étaient en réalité, c'est-à-dire un simple exercice de communication à usage médiatique.



Au CNTE et ailleurs, le MEDEF a continué son opposition frontale à tout changement un peu ambitieux de la politique climatique et énergétique de la France au nom de « la défense de la compétitivité des entreprises ». Alors même que, comme l'a écrit L. Gallois dans son rapport de fin 2012, «Tous les indicateurs le confirment : la compétitivité de l'industrie française régresse depuis 10 ans et le mouvement semble s'accélérer ». La politique énergétique suivie depuis des décennies par la France n'a pas empêché une désindustrialisation – et donc une perte d'emplois industriels – plus forte que celle, entre autres membres de l'UE, du Royaume-Uni, de l'Italie, du Danemark ou de la Suède, alors même que l'industrie progresse aux Pays-Bas et, plus encore, en Allemagne. Et la part de nos exportations dans les exportations mondiales ne cesse de baisser fortement depuis 1995 alors qu'elle reste stable pour l'ensemble des pays de l'OCDE, organisation à laquelle n'appartiennent pourtant pas la Chine, Hong-Kong, Taiwan, l'Inde, etc. qu'on rend trop souvent responsables de nos problèmes industriels.

Le MEDEF défend donc envers et contre tout les intérêts du petit nombre de grandes entreprises qui profitent de la politique énergétique actuelle. Et parce que ces grandes entreprises sont souvent aussi des bastions traditionnels du syndicalisme national, les organisations syndicales, à l'exception notable de la CFDT, sont généralement solidaires du MEDEF en matière d'énergie. Le dossier des transports constitue une particularité bienvenue et la CGT s'est fort heureusement jointe à tous ceux qui s'opposaient, sans succès, au « report » de l'écotaxe.

En matière de changement de politique climatique et énergétique, le rapport des forces nous est donc pour l'instant défavorable. Mais le RAC et les autres ONG ont leur part de responsabilité dans cette situation. Notre message reste souvent perçu comme anxiogène et nos adversaires peuvent trop facilement le déformer et le présenter comme punitif en termes de croissance, d'emplois, de fiscalité, etc., questions qui sont toutes au centre des préoccupations de nos concitoyens. Il nous faut donc communiquer bien davantage sur les solutions que nous proposons en matière de consommation et de production d'énergie et, plus encore, sur les opportunités qu'elles représentent pour l'emploi non délocalisable, le pouvoir d'achat, la réduction de la précarité énergétique, la santé, etc.

Toutes ces opportunités devraient aussi nous permettre de constituer ou de renforcer des alliances avec les organisations de la société civile qui œuvrent dans le même sens et, tout particulièrement, avec celles qui luttent contre les précarités de toutes sortes et qui militent pour davantage de solidarité et de justice sociales.

Le RAC a commencé à s'organiser et à agir dans ce sens. Il est beaucoup trop tôt pour savoir si nous réussirons ainsi à améliorer un peu le rapport des forces mais c'est un bel objectif pour 2014.

Pierre Perbos
Président

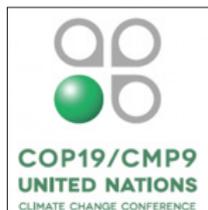
A handwritten signature in black ink that reads "Pierre Perbos". The signature is written in a cursive, slightly slanted style.

ACTIONS INTERNATIONALES

NEGOCIATIONS INTERNATIONALES

}] SUIVI ET PARTICIPATION AUX NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

- Participation du RAC aux sessions intermédiaires de négociations à Bonn en mars et juin 2013 et à la conférence annuelle à Varsovie, en novembre 2013.
- Coordination et participation à plus de 30 rendez-vous avec les décideurs français, notamment le Ministre de l'Ecologie et le Ministre délégué au développement, mais également les cabinets et ministères.
- Envoi de courriers et notes de position aux institutionnels français sur les principaux points de la négociation, en coordination avec les ONG de développement rassemblées dans Coordination Sud.
- Participation aux réunions du Conseil d'Administration du Fonds Vert pour le climat.
- Adaptation en français du bulletin ECO des ONG.
- Coordination du groupe de travail du CAN International sur financement et participation au groupe de coordination politique du CAN.
- Co-pilotage jusqu'en septembre 2013 du groupe « réduction des émissions de gaz à effet de serre » du CAN.
- Suivi de la position de l'Union européenne et de la France dans les négociations internationales.
- Pour la première fois, le RAC est sorti de l'enceinte de la 19e Conférence des Parties à Varsovie, trois jours avant la fin de la COP, aux côtés des autres organisations de la société civile, pour montrer son mécontentement face à l'absence de volonté politique des gouvernements.
- Suivi de la position de l'Union européenne dans les négociations internationales : une attention spécifique a



été dédiée au suivi de la position européenne dans les négociations internationales, et du rôle du gouvernement français dans l'élaboration de cette position.



RÉSEAU CLIMAT & DÉVELOPPEMENT

}] APPUI ET COORDINATION DES ACTIVITÉS DU RÉSEAU AFRICAIN FRANCOPHONE

- Organisation d'un atelier à Conakry en Guinée sur comment passer des projets réussis aux politiques publiques réussies en matière de lutte contre le changement climatique et la pauvreté.
- Publication d'un rapport valorisant les bonnes pratiques en matière de pêche, d'énergie et d'adaptation des pratiques agricoles des membres du RC&D.
- Organisation de 13 formations sur les changements climatiques organisées par les membres du RC&D à l'intention de bloggeurs, journalistes, parlementaires, communautés économiques.
- Lancement d'une campagne de plaidoyer pour la prise en compte de l'adaptation dans la planification locale au Bénin, au Togo et au Niger.
- Création d'un nouveau site internet pour valoriser les membres du RC&D.

} PARTICIPATION DU RÉSEAU AFRICAIN FRANCOPHONE À LA COP 19 DE VARSOVIE

- Appui à la participation de 5 membres du RC&D à la COP19 de Varsovie et participation de 19 membres du RC&D.
- Participation et présentation des positions à l'atelier préparatoire de la Francophonie.
- Rencontre entre les membres et les délégations francophones et diffusion de briefings techniques.

Le nouveau site web du Réseau Climat & Développement
<http://climatdeveloppement.org/>



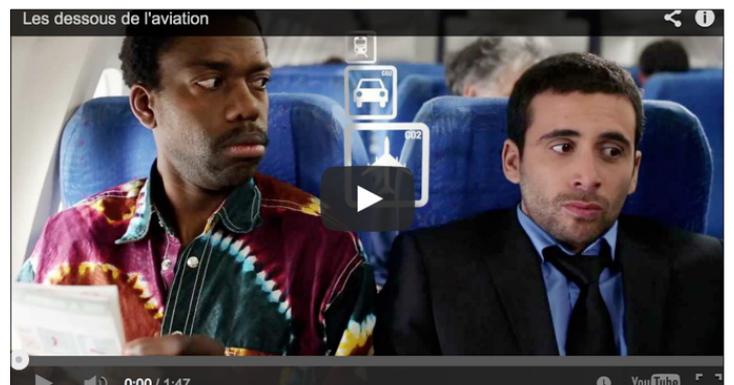
AVIATION

} ÉMISSIONS DE L'AVIATION INTERNATIONALE

Le RAC-France s'est mobilisé en amont de l'Assemblée générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) afin de demander la conclusion d'un accord international ambitieux sur les émissions du secteur aérien, qui sont en forte croissance.

- Lancement d'une campagne, avec un appel, une vidéo et un site d'information dédié :
<http://lesdessousdelaviation.org/>
- Alimentation du site du RAC sur la thématique

- Plaidoyer auprès du gouvernement français et de l'administration
- Conférence de presse le 20 juin au Sénat, avec le sénateur Ronan Dantec, le représentant des Nations-Unies Brice Lalonde et la Fondation Nicolas Hulot.



ACTIONS EUROPÉENNES

PAQUET ÉNERGIE CLIMAT 2030

} MOBILISATION DANS LE DÉBAT EUROPÉEN ET FRANÇAIS SUR L'AVENIR DE LA POLITIQUE ÉNERGIE-CLIMAT EUROPÉENNE

- Plaidoyer auprès du gouvernement français, de la représentation permanente de la France à Bruxelles et du Parlement européen : rencontres institutionnelles, rédaction de documents de position, etc.
- Participation active aux réunions stratégiques avec les réseaux européens (notamment au sein du CAN Europe).
- Rédaction d'une publication : « Paquet Energie-climat de l'UE : Bilan et perspectives pour 2030 ».
- Participation à la Coalition France sur l'Efficacité énergétique (CFEE)



MARCHÉ EUROPÉEN DES QUOTAS

- Le RAC a agit pour un renforcement et une réforme en profondeur du marché européen des quotas d'émissions, en état de mort clinique.
- L'objectif est de renforcer la contrainte sur ce marché afin d'atteindre une baisse des émissions en Europe de l'ordre de 30% en 2020 par rapport à 1990 et d'informer sur les comportements de passagers clandestins des entreprises les plus polluantes.
- Plaidoyer sur le « backloading » (gel provisoire de 900 millions de quotas) et sur les mesures de réforme structurelles du marché des quotas.
- Réponses aux consultations publiques, participation au travail de notre réseau européen et aux réunions de consultation organisées par le gouvernement français.

} INCLUSION DU SECTEUR DE L'AVIATION DANS LE MARCHÉ EUROPÉEN DES QUOTAS

- Le RAC a demandé au gouvernement français de ne pas exclure du marché des quotas de CO2 les vols internationaux vers et depuis les aéroports européens. Les principales capitales européennes continuent de vouloir favoriser l'aviation, qui est de loin le mode de transport le plus polluant.



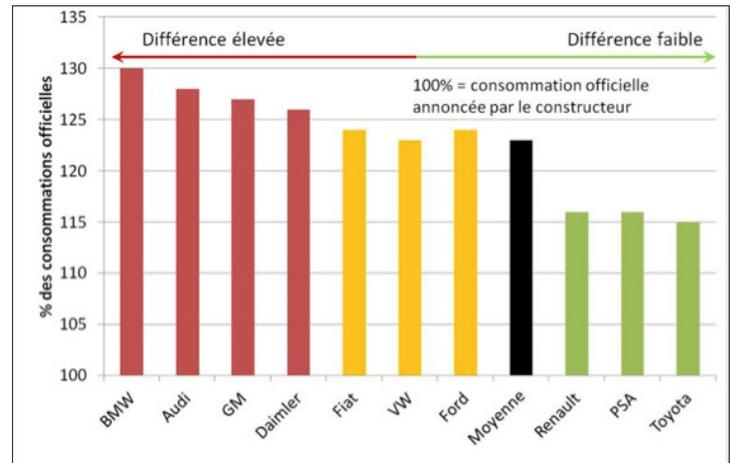
POLITIQUE AGRICOLE EUROPÉENNE

] AGROCARBURANTS

- Suivi de la politique européenne sur les agrocarburants de première génération (vote du Parlement européen en septembre et vote du Conseil en décembre).
- Travail de plaidoyer sur le plafonnement des agrocarburants dans l'objectif d'énergies renouvelables fixé dans les transports (de 10% dans la directive ENR).
- Rencontres avec les ministres français, des parlementaires européens, coordination avec les associations européennes et françaises, etc.
- Rédaction d'une note de synthèse de 3 pages sur le changement d'affectation des sols en juillet 2013.



TRANSPORTS



] EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DES VÉHICULES

- Le RAC a mené un travail de plaidoyer de longue haleine auprès du gouvernement français et des eurodéputés, pour défendre l'adoption d'objectifs ambitieux en matière d'efficacité énergétique des véhicules :
 - 80gCO₂/km en 2020 ;
 - 60gCO₂/km en 2025.
- Cédant face au lobby des constructeurs allemands, l'UE a finalement adopté un objectif de 95g CO₂/km pour le 1er janvier 2021.
- Le RAC a aussi joué un rôle d'information et de sensibilisation sur l'obsolescence des cycles et tests d'homologation qui induit un écart grandissant entre les émissions réelles et officielles des véhicules neufs (voir tableau ci-dessus).



ACTIONS NATIONALES

ÉNERGIE

} DÉBAT NATIONAL SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

- Animation d'un collectif de 30 ONG et d'associations. Rédaction et promotion de 14 mesures soutenues par le RAC et le collectif.
- Participation au Conseil National du Débat sur la Transition Énergétique et aux groupes de travail du débat. Coordination du groupe de travail n°1 « Efficacité et sobriété énergétique » (incluant le volet « transports »).
- Echanges et actions communes avec d'autres acteurs du débat (syndicats, associations de collectivités, associations de consommateurs, de lutte contre la précarité, acteurs économiques...).

} PROJET DE LOI SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

- Conception et diffusion du VRAI projet de loi du RAC et 8 autres organisations.

LE VRAI PROJET DE LOI

de programmation pour la transition énergétique

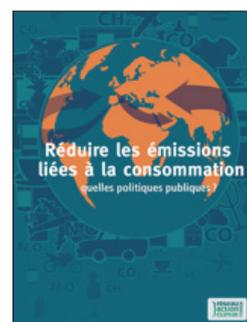
APRÈS NEUF MOIS d'un grand débat national sur la transition énergétique, les conclusions adoptées de manière consensuelle en juillet 2013 offrent une base de travail minimale mais incontestable. Depuis, la rédaction

- Coordination des rencontres dans les ministères pendant la rédaction du projet de loi.
- Participation à la commission spécialisée du CNTE sur la loi sur la transition énergétique.



} ÉMISSIONS LIÉES À LA CONSOMMATION

- Organisation d'une conférence à Paris le 7 octobre sur cet enjeu avec comme intervenants : Jim Skea (Imperial College), Yannick Jadot (Eurodéputé écologiste) et Paul Watkinson (Ministère de l'Écologie, chef de la délégation française dans les négociations internationales sur le climat).
- Présentation du rapport lors du colloque Ademe « Bilan GES » le 8 octobre.
- Rédaction d'une deuxième publication sur la mise en place de politiques publiques pour réduire les émissions importées de la France (voir ci contre).



} EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DU SECTEUR DU BATIMENT

- Rédaction et diffusion d'une note sur les éléments clés d'un plan national de rénovation des bâtiments : « Les 4 briques essentielles d'un plan de rénovation ».
- Rendez-vous avec les cabinets des ministres de l'écologie et du logement.

} GAZ DE SCHISTE

- Rédaction et signature de plusieurs communiqués de presse.
- Organisation d'un déjeuner presse et d'une formation inter-associative sur l'enjeu des gaz de schistes.
- Co-organisation avec les Amis de la Terre d'une conférence à l'Assemblée nationale le 2 octobre sous l'invitation de Fabrice Verdier (PS) et Denis Baupin (Verts) avec comme intervenants des témoins et des experts (Thomas Porcher, docteur en économie à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne).
- Participation à l'organisation d'une action contre la fracturation hydraulique et l'exploitation des ressources fossiles à Paris le 19 octobre lors de la journée mondiale contre la fracturation hydraulique et l'extractivisme.

] ÉNERGIES RENOUVELABLES

- Rédaction avec le CLER et Hespul d'une publication sur les énergies renouvelables « Le point sur les énergies renouvelables - en finir avec les idées reçues ! ».

] EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ET FINANCEMENT

- Suivi de la transposition de la directive efficacité énergétique en France.
- Participation aux réunions de la Coalition France pour l'Efficacité Energétique (CFEE) qui regroupe l'ARC, le CLER, Effinergie, FNE, le GESEC, le Gimélec, Isolons la Terre contre le CO2, le Réseau Action Climat et UFC-Que Choisir.
- Projet « Financement - Feuille de Route Efficacité Energétique » (FFREE) : rédaction de 3 rapports, d'une synthèse et de 3 frises avec des calendriers qui présentent la logique de mise en œuvre des mesures et des financements par secteur d'activité.



] PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

- Dans le cadre du projet « Cenis – Contraintes énergétiques et innovations sociales », le RAC a publié un état de lieu de la politique de précarité énergétique en France et quatre fiches sur des innovations sociales.

AGRICULTURE

- Participation à la diffusion du scénario « Afterres 2050, Un scénario soutenable pour l'agriculture et l'utilisation des terres en France à l'horizon 2050 », de l'association Solagro. Organisation d'une conférence inter-associative en juin.
- Démarrage du projet CASDAR : Coordination du projet par le RAC, 5 partenaires (FNCIVAM, Solagro, le CEZ-Bergerie Nationale, Educagri, GER), pour la réalisation d'un outil de formation sur les changements climatiques pour l'enseignement agricole. Composition en 32 modules de formation sur tous les sujets concernant l'agriculture et les changements climatiques.
- Contribution à la revue POUR, la revue du Groupe Ruralités, Education et Politiques n°218 : Agriculture et climat : des territoires déjà en action.

Afterres2050

TRANSPORTS ET FISCALITÉ

] FISCALITÉ ÉCOLOGIQUE

- Participation au comité de suivi de la fiscalité écologique: amendements sur les avis, proposition d'un scénario alternatif plus ambitieux pour la taxation du carbone et de l'énergie (et du diesel). Ces travaux ont donné lieu à l'introduction d'une composante carbone dans les taxes énergétiques dans la loi de finances pour 2014, mais avec un signal prix insuffisant.
- Participation au débat sur le rattrapage fiscal du diesel.
- Organisation d'une table ronde à l'Assemblée Nationale avec le Président de la commission développement durable en octobre 2013 pour lever les barrières de la fiscalité écologique.
- Élaboration d'une plaquette pédagogique sur la contribution climat énergie distribuée aux députés avec des propositions de mesures pour la loi de finances 2014.



] INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET PROJET D'AÉROPORT NOTRE DAME DES LANDES

- Le RAC a suivi les travaux de la commission Mobilité 21 chargée de hiérarchiser les projets d'infrastructures de transport.
- Remise du « prix du poids lourds du gouvernement » à Frédéric Cuvillier avec Agir pour l'environnement suite à la suspension de la taxe poids lourds.



- Le RAC s'est exprimé à plusieurs reprises contre la construction de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes.
- Le RAC a organisé et participé à trois ateliers lors du grand rassemblement estival à Notre-Dame-des-Landes : sur les projets d'infrastructures de transport choisis par le gouvernement, la fiscalité du transport aérien et les grands projets inutiles et imposés.

ACTIONS LOCALES

TERRITOIRES

}] PARTICIPATION AUX GROUPES DE TRAVAIL

- Coordination interassociative du groupe de travail sur la gouvernance territoriale dans le cadre du DNTE.
- Participation au comité de pilotage du colloque PCET de l'ADEME, des Assises de l'Energie, de l'ONERC et au Comité National de l'Air.

}] PROJET COVENANT CAPACITY

- Accompagnement de 5 collectivités pour des démarches vraiment ambitieuses : études de vulnérabilité et plans d'adaptation (pays Midi Quercy, pays Sud Toulousain), démarche Territoire à Energie Positive (Pays de Romans), mobilisation des partenaires (Grand Angoulême), remobilisation en interne (Plaine Commune).
- Réalisation de la plateforme de formation en ligne : 16 modules de formation gratuits à destination des élus et techniciens des collectivités pour construire ou améliorer leurs plans climat.

}] PLAIDOYER

- Publication d'une plaquette dans un format court et résumé, sur l'étalement urbain, suite à la publication de la version longue en 2012.

}] ACCOMPAGNEMENT DES PETITES COLLECTIVITÉS

- Poursuite du travail de mise à jour de l'outil Climat Pratic avec l'ADEME et Etd : introduction de nouvelles thématiques (qualité de l'air, biodiversité), mise à jour du contenu, refonte rédactionnelle pour plus de facilité, nouveaux exemples... Le lancement officiel aura lieu à la rentrée 2014.



étalement urbain
et changements climatiques
état des lieux & propositions

En France, entre 2006 et 2009, les espaces naturels et agricoles ont perdu la superficie moyenne d'un département tous les sept ans, contre un tous les dix ans sur la période 1992-2003 (Enquête Teruti - Lucas). Cette artificialisation des sols est l'une des conséquences de l'étalement urbain. Ce dernier consiste en un développement périurbain non maîtrisé et fortement consommateur d'espace, lié notamment à la construction de maisons individuelles isolées et à la prolifération des zones d'activités commerciales. À cela s'ajoutent les phénomènes de spécialisation des fonctions, c'est-à-dire la séparation dans l'espace des logements, des emplois et des services, et de ségrégation spatiale - embourgeoisement du centre-ville, périurbanisation des classes moyennes et « ghettoïsation » des plus pauvres.

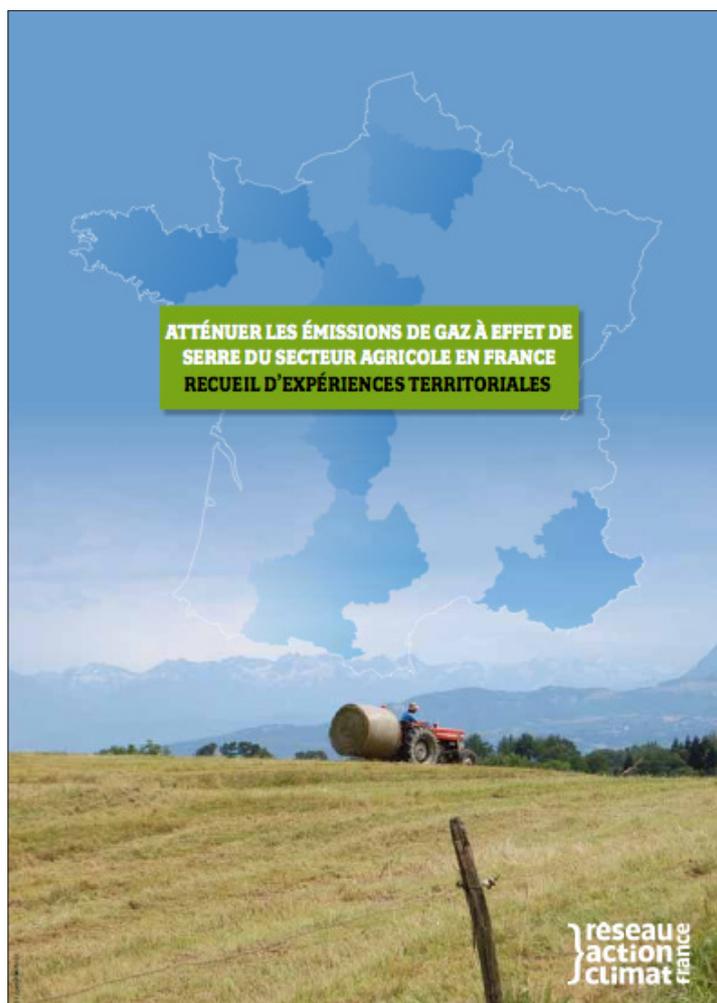
Cette combinaison est fortement émettrice de gaz à effet de serre, en particulier parce qu'elle accroît la mobilité locale. Elle augmente également la vulnérabilité des territoires aux impacts des changements climatiques : fragilisation de la biodiversité et réduction des espaces agricoles et naturels, dont la préservation est essentielle pour la capacité d'adaptation du territoire, augmentation des risques d'inondation par l'imperméabilisation des sols, etc. Les impacts sociaux non plus ne sont pas soutenables : ségrégation sociale et augmentation de la précarité énergétique liée à la mobilité et au logement.

Malgré les récentes évolutions législatives, la lutte contre l'étalement urbain, qui figure pourtant au premier rang du discours politique, n'a globalement pas porté ses fruits et nécessite un cadre national cohérent ainsi que des politiques territoriales ambitieuses et efficaces.

AGRICULTURE

} LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DU SECTEUR AGRICOLE

- Publication : Atténuer les émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole en France – Recueil d'expériences territoriales. Ce recueil détaille sept expériences en France portées par des collectivités territoriales et pouvant inspirer d'autres territoires à mettre en œuvre des actions d'atténuation en direction du secteur de l'agriculture.



- Organisation d'un séminaire de restitution et d'échanges autour du recueil d'expériences «atténuation des émissions du secteur agricole : quelles actions sur les territoires ?» avec la participation de 80 personnes (collectivités, acteurs agricoles, etc.).

TRANSPORTS

} MOBILITÉ SOUTENABLE EN MILIEU PEU DENSE

- Avec la FNH, le RAC a effectué un travail d'identification et de recoupement des facteurs déterminant la réussite des projets de mobilité soutenable. Ces bonnes pratiques ont été regroupées sous forme de fiches dans un manuel destiné aux élus, aux responsables transports et aux associations qui souhaiteraient enclencher une dynamique dans leur territoire.



SENSIBILISATION-COMMUNICATION

OUTILS DE SENSIBILISATION

} LECLIMATCHANGE.FR : UN OUTIL PÉDAGOGIQUE SUR LE 5ÈME RAPPORT DU GIEC

- Pour accompagner la sortie du premier volet du 5ème rapport du Giec, consacré à la science du climat, le RAC a réalisé un site web pédagogique, présentant les principales conclusions du rapport sous forme d'infographie.
- Ce travail a été réalisé en partenariat avec l'Ademe et la Mairie de Paris, et a permis de relayer auprès du grand public les conclusions d'un rapport très technique, autour des questions suivantes :
 - hausse des températures
 - évolution des glaces (cryosphère)
 - hausse du niveau des mers
 - acidification des océans
- Chacune de ces questions a été traitée sous l'angle « observations » et « projections ».
- Ce site a aussi été complété par une section questions / réponses aux climatosceptiques

Aperçu de la page d'accueil du site leclimatchange.fr



- Lors de la sortie du rapport, le RAC est intervenu à la conférence organisée par le Ministère des affaires étrangères, en présence du Président du Giec, pour porter les recommandations politiques qui s'imposent au regard des données scientifiques.



} INFOS DE SERRE

- Le RAC a continué l'envoi mensuel de la newsletter Infos de Serre.
- Le nombre d'abonnés a continué de progresser, atteignant environ 2200 abonnés.
- La formule « html » développée en 2012 a permis d'augmenter les fréquentations sur le site web du RAC.

The screenshot shows the header of the "INFOS DE SERRE" newsletter, issue #109, dated November 2013. It features a mountain landscape background and the text "LE BULLETIN D'INFORMATION DU RÉSEAU ACTION CLIMAT - FRANCE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES". Below the header, there are social media links for Facebook and Twitter, and a section titled "DOSSIER SPECIAL #COP19 Conférence de Varsovie sur le climat". A video thumbnail shows Joseph Kogbe, coordinator of the Réseau Climat et Développement, with the text "Interview de Joseph Kogbe, coordinateur du Réseau Climat et Développement". At the bottom, it mentions "La 19ème Conférence des Parties sur le Climat a eu lieu du 11 au 15 novembre 2013".

} ECO

- En 2013, la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques s'est déroulée à Varsovie, en Pologne. Le RAC a édité et distribué chaque jour le bulletin ECO en français. Ce dernier permet aux francophones (délégués, journalistes, ONG, etc.) de mieux comprendre le déroulement des discussions et est largement diffusé via le site du RAC-F et du CAN International.
- Les abonnements en ligne au Eco ont considérablement augmenté pendant la période des négociations.



} WEB BIBLIOTHÈQUE CLIMAT

- Pour compléter le travail réalisé en 2011, le RAC a mis à jour les articles disponibles dans la web bibliothèque climat - articles à partir desquels ont été rédigés les nouveaux volets du 5ème rapport du Giec.
- Pour accompagner la compilation de ces nouveaux articles, un site web dédié a été créé, qui rassemble désormais les 100 articles nouvellement compilés, ainsi que les 100 articles déjà référencés depuis 2011.



OUTILS DE COMMUNICATION

} RELATIONS PRESSE

- En 2013, Le RAC a continué son travail auprès des médias, en diffusant plusieurs dossiers de presse, communiqués de presse, tribunes, lettres ouvertes, etc.
- Le RAC a également organisé des conférences de presse, des déjeuners ou petit déjeuners avec les médias, pour les informer des sujets d'actualité, notamment pour le lancement de la campagne sur l'aviation, avant la conférence de Varsovie, ou pour le lancement de la publication sur les émissions importées.



} RÉSEAUX SOCIAUX

- Le RAC est présent et actif sur les réseaux sociaux (Twitter, Facebook, youtube), où il diffuse et relaie régulièrement ses positions ainsi que l'actualité des changements climatiques.

} SITES INTERNET

- Le site du RAC (www.rac-f.org) est alimenté régulièrement, et a vu sa fréquentation augmenter grâce au développement de la présence du RAC sur les réseaux sociaux.
- Parallèlement, des sites web annexes, sur des thèmes précis, ont été développés (aviation, rapport du Giec, RC&D...)

VIE DU RÉSEAU



ALOFA TUVALU
Association pour la Transition Écologique



fnaut



GREENPEACE

HELIO
International



Oxfam
France



réseau
action
climat
france

LES MEMBRES DU RAC EN 2013

- Collège « **adhérents individuels** » composé de 42 membres.
- Collège « **associations locales** » composé de 11 associations: Objectif Climat, ALDER, Énergies solidaires, Effet de Serre toi-même, Virage énergie Nord-Pas-de-Calais, Virage Energie Pays de La Loire, Virage Energie Ile-de-France, 2D attitude, TACA, Bizi et Air.

Nouveauté 2013 : adhésion de l'association AIR (Association pour l'innovation et la recherche au service du climat)

- Collège « **associations nationales** » composé de 18 associations (Alofa Tuvalu, Greenpeace, WWF, LPO, Oxfam, 4D, GRET, HELIO International, Hespul, CLER, Les Amis de la terre, Agir pour l'environnement, FNAUT, FUB, Solar Génération, Réseau sortir du nucléaire, CNIID et WECF).

FONCTIONNEMENT ASSOCIATIF

- Bureau : tous les 2 mois
- Conseil d'administration : tous les 2 à 3 mois.
- Assemblée générale : une fois par an.
- Le Bureau du RAC-F est composé de :
 - Pierre Perbos Président
 - Philippe Quirion Trésorier
 - Antoine Bonduelle Administrateur
 - Sandrine Mathy Administrateur
 - Julien Berthier Administrateur
- Les membres du Bureau participent activement à la gestion courante de l'association et aux actions/travaux du RAC-F selon les compétences et l'intérêt de chacun (politique européenne, agrocarburant, énergie, économie, PCET, ...).

L'ÉQUIPE SALARIÉE 2013

- Emmanuel Bernard : Gestion
- Anne Bringault : en binôme avec le CLER sur la transition énergétique
- Simon Coquillaud : Information - Communication
- Morgane Créach : Direction

- Cyrielle Denhartigh : Climat et Agriculture
- Meike Fink : Climat et Energie
- Célia Gautier : Politique Européenne
- Lorelei Limousin : Transport et Fiscalité
- Alix Mazounie : Politique Internationale et RCD
- Nicolas Szczepan : Climat et Territoires

Changements 2013 au niveau de l'équipe : Simon Coquillaud a remplacé Marc Mossalgue sur l'information et la communication. Cyrielle Denhartigh a remplacé Diane Vandaele sur agriculture et climat. Nicolas Szczepan a remplacé Marion Richard sur Climat et Territoires.

RELATIONS AVEC LE CAN INTERNATIONAL, LE CAN EUROPE ET T&E

- Contribution à l'élaboration de positions communes et relais en France des positions actées au niveau européen.
- Participation aux assemblées générales du CAN-Europe, de T&E, etc..

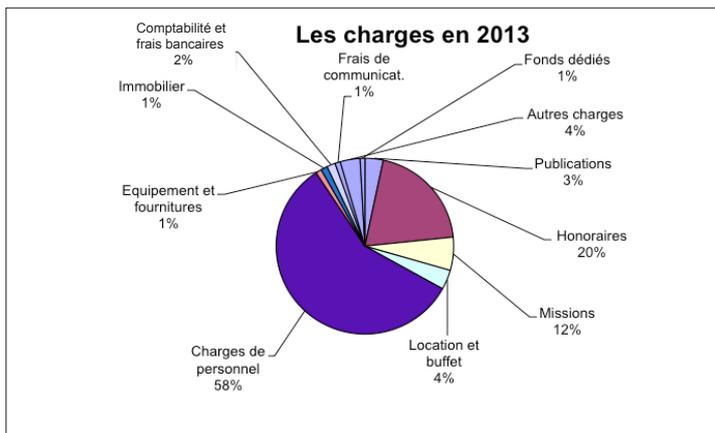
REPRÉSENTATION ET PARTICIPATION DU RAC DANS LES INSTANCES NATIONALES

Le RAC-F siège dans diverses instances nationales, notamment:

- au Conseil Economique, Social et Environnemental (Antoine Bonduelle) ;
- au Conseil d'Orientation de l'Observatoire National sur les Effets du Réchauffement Climatique/ONERC (Nicolas Szczepan) ;
- depuis 2013 : au Conseil National de la Transition Ecologique (Pierre Perbos, Morgane Créach et Anne Bringault) et, entre autres, à la Commission spécialisée sur le projet de loi sur la transition énergétique (Anne Bringault) ;
- au comité pour la fiscalité écologique (Lorelei Limousin)

ÉLÉMENTS FINANCIERS

RÉPARTITION EN POURCENTAGE DES CHARGES 2013



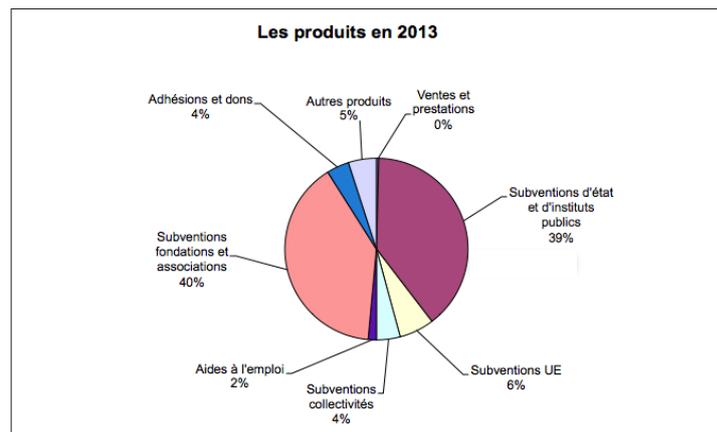
Les charges de personnel, les frais de mission et de publication et les honoraires représentent 91% des dépenses :

- Les charges de personnel (y compris taxe sur les salaires et formation professionnelle) représentent 58% des dépenses (495 001 €) pour 9 salariés en CDI plein-temps, un CDD mi-temps 7 mois, un CDD quart temps 3 mois, 3 tuilages (départs/arrivées de CDI) et un stagiaire de 3 mois.
- Les frais de mission représentent 6% des dépenses (52 376€) dont :
 - 38 010 € pour le Réseau climat et développement ;
 - 12 423 € pour les négociations internationales (Conférences internationales de Varsovie et Bonn).
- Les honoraires représentent 20% des dépenses (171931 €) dont :
 - 63 450 € pour le RC&D ;
 - 15 000 € pour chacune des co-rédactions des publications « Energies renouvelables » et « FREE » ;
 - 16 904 € pour une étude sur la taxation de l'aviation
 - 11 017 € pour le clip aviation et le site lesdessousdelaviation.org
 - 6 000 € pour le site dédié au volet 1 du 5è rapport du GIEC leclimatchange.fr et 5500 € pour celui concernant le débat sur l'énergie
 - 5237 € pour le projet Covenant CapaCITY
 - 14 835 € pour le graphisme des autres publications
- Les impressions représentent 3 % des dépenses (28594 €) dont :
 - 2978 € pour gouvernance territoriale et transition,
 - 3110 € pour les émissions importées,

- 2308 € pour le niveau des mers
- 5 932 € pour atténuer les GES agricoles.
- 7 550 € pour des réimpressions (PCET près de chez moi, plaquettes collection « des GES dans... » et exposition CC : comprendre et réagir).

Le compte de résultat au 31/12/2013 présente un budget global de 859 464 € (total des produits en 2013), environ de 200 000€ supérieur à celui de 2012, et un excédent de 1 003 € (voir le rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice 2013).

RÉPARTITION EN POURCENTAGE DES PRODUITS 2013



- Ventes et prestations 3 358 €
- Subventions d'exploitation 779 372 € dont :
 - Subventions UE 52 970 €
 - Subventions d'État et institutions publiques 337 373 €
 - Subventions collectivités 36 090 €
 - Aides à l'emploi 12 340 €
 - Subventions associations et fondations 340 599 €
- Adhésions et dons 34 225 €
 - Adhésions associations nationales 9 530 €
 - Adhésions associations locales et régionales 755 €
 - Adhésions personnes physiques 1 820 €
 - Dons entreprises 0 €
 - Dons personnes physiques 22 120 €
- Autres produits 42 509 € dont 37 969 € de transferts de charges

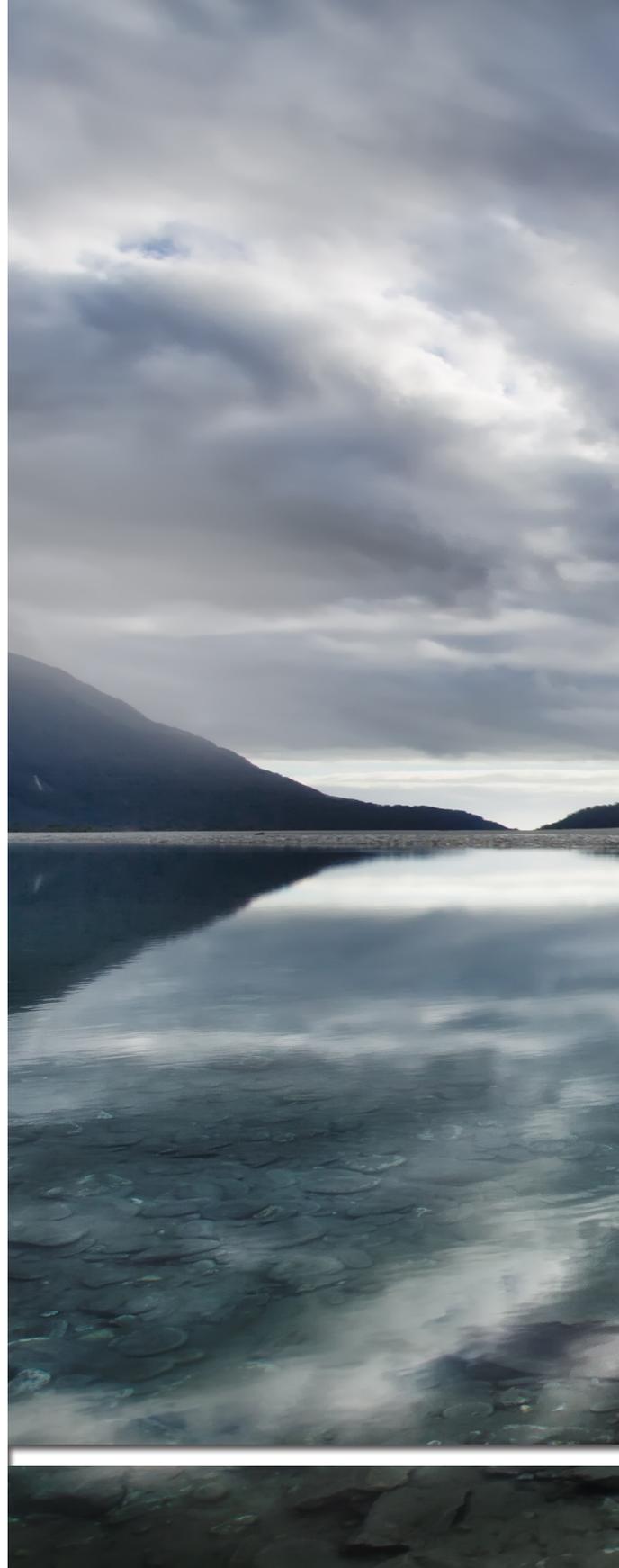
Le Réseau Action Climat-France (RAC-F) est une association spécialisée sur le thème des changements climatiques.

Il regroupe 18 organisations nationales de protection de l'environnement, d'usagers des transports, de promotion d'alternatives énergétiques et de solidarité internationale. Le RAC-F rassemble également des associations locales et des adhérents individuels.

Sa mission est d'informer les citoyens des mécanismes, causes et impacts des changements climatiques et d'influer pour des politiques plus ambitieuses afin de limiter ces perturbations.

Découvrez l'action du RAC-F et impliquez-vous avec nous sur le site :

www.rac-f.org



Réseau Action Climat - France

2b, rue Jules Ferry - 93100 Montreuil

Tél : 01.48.58.83.92

Fax : 01.48.51.95.12

infos@rac-f.org - www.rac-f.org